

Prévenir les conflits ethniques
Page 3



Photo : Michel Bolduc

Les employés s'exposent
Page 6



Pour une foresterie durable
Page 8



Le journal de
l'Université du Québec
à Montréal

L'UQAM

Volume XXXII
Numéro 17
15 mai 2006

Formation à distance

L'UQAM et la TÉLUQ accueillent 500 spécialistes

Claude Gauvreau

En abolissant les barrières géographiques et temporelles, la formation à distance permet d'élargir l'accessibilité aux études supérieures et s'inscrit dans la mission de service public des universités, déclarent les professeurs Raymond Brulotte et Gaëtan Tremblay de la Téluc et de l'UQAM. Ces derniers président le comité scientifique du premier congrès conjoint de l'Association canadienne d'éducation à distance (ACÉD) et de l'Association pour les médias et la technologie en éducation au Canada (AMTEC), qui se tiendra au Complexe des sciences Pierre-Dansereau (pavillon Sherbrooke), du 23 au 26 mai prochains.

L'UQAM et la Téluc sont les hôtes de cet événement placé sous le thème «L'innovation en éducation : défis, enjeux, projets», auquel participeront près de 500 spécialistes en provenance du Canada, des États-Unis, de l'Europe et de l'Afrique. Le programme prévoit trois tables rondes sur l'université bimodale (formation sur campus et à distance), les campus numériques, la formation de personnel et le travail en équipe. Une vidéoconférence Paris-Dakar-Montréal traitera



Photo : Denis Bernier

Raymond Brulotte, professeur à la Téluc.

également d'expériences en matière de formation à distance et d'utilisation des technologies éducatives dans la francophonie. Enfin, 150 conférenciers aborderont sous divers angles la place de l'innovation technique, pédagogique et organisationnelle dans l'éducation, particulièrement en formation à distance.

Deux mythes tenaces

Aux États-Unis et au Canada, de plus en plus d'universités offrent aujourd'hui une formation bimodale permettant aux étudiants de faire un parcours entièrement à distance, entièrement sur campus, ou un amalgame des deux, indique Raymond Brulotte. Quant aux établissements spécialisés

en éducation à distance, ils n'ont rien perdu de leur dynamisme, malgré leur petit nombre. Ainsi, la Téluc au Québec et l'Université d'Athabaska en Alberta sont actuellement en période de croissance et ont même créé des programmes d'études conjoints.

Selon Gaëtan Tremblay, deux mythes opposés perdurent autour de la formation à distance. Pour certains, elle constituerait une panacée, tandis que pour d'autres, elle serait de qualité inférieure à la formation sur campus. «Dans une classe traditionnelle où un professeur fait face à 80 étudiants, les possibilités d'encadrement individuel demeurent limitées. En formation à distance, les étudiants peuvent interagir à tout moment avec leur professeur ou leur tuteur, au moyen du courriel ou des forums électroniques de discussion. Dans le cadre d'un DESS en santé mentale offert par la Téluc, les étudiants ont accès à un cédérom présentant les approches de sommités mondiales dans le domaine. Aucun cours sur campus n'aurait pu réunir un tel groupe d'experts», souligne M. Tremblay.

Pour plusieurs employeurs, les diplômés de la Téluc se distinguent de ceux des universités traditionnelles

non pas par l'étendue de leurs connaissances, renchérit M. Brulotte, mais par leur persévérance et leur autonomie.

La formation à distance représente également un stimulant pour l'innovation, souligne le professeur de la Téluc. Non seulement sur le plan technologique, mais aussi dans la création de contenus éducatifs, dans les relations professeurs étudiants, dans les modalités organisationnelles et administratives – le rattachement Téluc-UQAM en est un exemple – ainsi que dans les rapports entre les établissements d'enseignement et les milieux socioéconomiques.

Au-delà des frontières

Dans l'univers anglo-saxon, là où la formation à distance est plus ancienne et plus répandue, la Grande-Bretagne, les États-Unis et l'Australie sont des leaders, observe M. Tremblay. Depuis 1999, le célèbre Massachusetts Institute of Technology (MIT) rend accessible sur Internet l'ensemble de ses contenus de cours pour augmenter son rayonnement international et son potentiel de recrutement. Du côté hispanophone, poursuit M. Brulotte, le Mexique et le Brésil ont intensifié leurs efforts depuis vingt ans et utilisent des technologies adaptées à leurs besoins, comme le fait l'Institut mexicain

Suite en page 2 ►

De plus en plus populaire

Claude Gauvreau

La formation à distance est en croissance soutenue depuis dix ans, révèle une étude récente réalisée par le Comité de liaison interordres en formation à distance au Québec (CLIFAD), dont fait partie la Téluc. Selon cette étude, le nombre d'inscriptions à des cours à distance, au secondaire, au collégial et à l'université, a augmenté de plus de 80 % entre 1995-1996 et 2004-2005.

La demande pour la formation à distance est en hausse parce qu'elle répond aux besoins toujours plus diversifiés des populations étudiantes, affirme Louise Bertrand, directrice de la Téluc et présidente du CLIFAD. «La majorité des étudiants à la Téluc sont des adultes dont l'âge moyen est de 35

ans, en situation d'emploi et provenant surtout de la grande région montréalaise. Nous constatons également que de plus en plus de jeunes travaillent à temps partiel tout en suivant des cours. La formation à distance, grâce à sa flexibilité, leur permet de poursuivre des études universitaires à l'heure et au rythme désirés.»

Premier et seul établissement universitaire au Québec à s'être spécialisé en formation à distance, la Téluc a développé depuis plus de 30 ans une expertise pédagogique et technologique qui est reconnue mondialement. Aujourd'hui réunies, la Téluc et l'UQAM forment la plus grande université bimodale de la francophonie, alliant formation sur campus et formation à distance.

«Un de nos défis sera d'exercer

une présence forte sur la scène internationale, soutient Mme Bertrand. Le monde anglo-saxon possède une longueur d'avance en matière de formation à distance. L'Open University en Angleterre constitue depuis longtemps une référence pour les pays du Commonwealth et les États-Unis ont intensifié leurs efforts. Un organisme international tel que l'Agence universitaire de la francophonie (AUF) travaille avec d'autres à réduire le fossé causé par la fracture numérique entre le Nord et le Sud. Pour sa part, la Téluc a établi des ententes de coopération avec des pays comme le Sénégal et le Cameroun.»

Il importe de préserver les cultures et identités nationales en créant des contenus éducatifs francophones et des outils technologiques et pédagogi-



Louise Bertrand, directrice de la Téluc et présidente du CLIFAD.

ques adaptés aux besoins locaux, ajoute la directrice de la Téluc. «Tout le monde n'a pas développé la même familiarité avec les technologies de l'information et de la communication. À nous de faire les bons choix» ●

Nos chercheurs à l'Acfas

Du 15 au 19 mai, plus de 5 500 congressistes sont attendus sur le campus de l'Université McGill dans le cadre du 74^e Congrès de l'Acfas.

Les professeurs, chercheurs et étudiants de l'UQAM seront largement représentés puisqu'une quarantaine de colloques ont été organisés par eux. Les Uqamiens partageront leurs réflexions et analyses sur des sujets aussi divers que l'éthique et la responsabilité sociale des entreprises, la gestion des ressources, les impacts de la mondialisation et l'exclusion sociale.

Voir pages 4 et 5

Sir John Daniel, pionnier d’une révolution

Dominique Forget

Tout comme les universités canadiennes sont évaluées annuellement par la revue Maclean’s, leurs semblables britanniques sont cotées chaque année par le *Sunday Times University Guide*. Lors du dernier palmarès, la Open University (OU) s’est retrouvée au cinquième rang pour la qualité de son enseignement, devant la prestigieuse université Oxford. Le résultat étonne lorsqu’on sait que OU forme ses étudiants non pas en classe, mais à distance, par l’intermédiaire d’Internet. «La Open University a ouvert la voie à l’enseignement à distance en 1969 et grâce à ses critères d’excellence, elle se mesure aujourd’hui aux plus grandes universités du monde», observe Sir John Daniel, un des pionniers de cette révolution dans le monde de l’éducation.

À la suite d’études en sciences métallurgiques à Oxford et à l’Uni-



Sir John Daniel
université de Paris, c’est à l’École Polytechnique de Montréal que ce Britannique a débuté sa carrière de

professeur. Après des études complémentaires dans le secteur des technologies de l’enseignement, il est retourné dans son pays natal pour compléter un stage à la Open University qui venait de naître. «J’ai été fasciné par les possibilités offertes par l’enseignement à distance», dit-il.

Sir John Daniel est rentré au Québec, au début des années 70, pour fonder ce qui allait devenir la Télunq. Il a été à la barre de l’institution pendant quatre années, au cours desquelles il a fait profiter l’établissement de ce qu’il avait appris pendant son passage à OU. «Une des clés de la réussite dans ce secteur est la mise au point d’infrastructures qui assurent l’encadrement des étudiants. C’est ce que nous avons réussi à Montréal.»

Il admet que la formation à distance n’est pas pour tous. Il ne recommanderait pas à ses petits-enfants d’opter pour le campus virtuel. Pour la discipline, rien ne vaut les

bancs d’école. Les campus virtuels ont toutefois leur place dans les régions où les campus physiques sont inexistants. Ils offrent aussi de nets avantages pour les étudiants qui ont besoin de flexibilité parce qu’ils travaillent ou parce qu’ils apprennent plus vite que la moyenne. «Personnellement, je ne serais plus capable d’étudier en classe», confie-t-il.

Depuis son passage à la Télunq, John Daniel a occupé les fonctions de vice-président de l’Athabasca University, de vice-recteur de l’Université Concordia, de président de la Laurentian University et de vice-chancelier de la Open University. Depuis 1988, il occupe les fonctions de président-directeur général de l’organisme Commonwealth of Learning, basé à Vancouver, dont la mission consiste à favoriser l’accès à l’éducation supérieure dans les pays du Sud. «L’enseignement à distance est la clé du développement dans ces pays, dit-

il. On pense tout de suite à l’Inde et à la Chine, mais en réalité, ça explose partout. L’éducation à distance tient les promesses qu’elle avait faites il y a une trentaine d’années» ●

Quelques chiffres

- Selon une enquête réalisée par le Comité de liaison interordres en formation à distance (CLIFAD), on observe un accroissement ininterrompu des inscriptions en formation à distance de plus de 80 % (de 61 471 à 110 378) entre 1995-1996 et 2004-2005.
- Au secondaire, l’augmentation des inscriptions à des cours à distance est de l’ordre de 170 %, passant de 10 910 en 1995-1996 à 29 503 en 2004-2005. Du côté du collégial, les inscriptions au *Cégep@distance*, l’une des principales institutions dans le domaine au Québec, ont connu une hausse de 63 % (16 562 à 27 019).
- À la Télunq, à l’Université de Montréal et à l’Université Laval, soit les trois établissements universitaires considérés par l’étude, les inscriptions-cours ont augmenté de 58 % pendant la même période (34 000 à 53 856).
- Créé en 1994, le CLIFAD, dont le mandat est de promouvoir et de développer la formation à distance, est le fruit d’une collaboration entre trois établissements totalement dédiés à ce type de formation : la Télé-Université du Québec (Télunq), la Société de formation à distance des commissions scolaires du Québec (SOFAD) et le *Cégep@distance*.

► L’UQAM ET LA TÉLUNQ – Suite de la page 1

d’études politiques à Monterrey en ayant recours à la radio et à la télévision par satellite.

Évidemment, dans plusieurs pays en développement, en Afrique notamment, la formation à distance a souvent un caractère expérimental en raison d’un manque de ressources. Toutefois, ajoute M. Brulotte, l’Agence universitaire de la francophonie (AUF) travaille de concert avec les ministères de l’Éducation de certains pays afin

d’établir des infrastructures adéquates. L’AUF favorise aussi la création de formations à distance et de consortiums pédagogiques réunissant des établissements du Nord et du Sud. En 2005, elle a contribué, avec d’autres universités francophones, dont l’Université Laval, à la création d’un DESS en droit du cyberspace, offert entièrement à distance à l’Université Gaston Berger au Sénégal. Au cours de la même année, elle reçu plus de 5 000

candidatures de 45 pays, en particulier d’Afrique, pour développer des programmes à distance, soit une augmentation de 20 % par rapport à 2004.

La formation à distance fait face à de nombreux défis, tant économiques qu’organisationnels, concluent les deux professeurs. «Ce type de formation est impensable sans un travail d’équipe et une division des tâches entre un professeur, un tuteur et des experts en pédagogie et en communi-

cation. Dans certains cas, elle implique également des investissements considérables sur le plan technologique», explique M. Tremblay. «Si on veut que la formation à distance continue de croître, il faudra offrir un plus grand nombre de cours et des programmes d’études toujours plus variés», soutient M. Brulotte.

Pour connaître le programme complet du congrès ACÉD-AMTEC : www.acedamtec.uqam.ca ●

Gala Reconnaissance 2006



Photo : Denis Bernier

De gauche à droite, au premier rang : Johanne Patry, Micheline Martin, Danielle Laberge et Sylvie Dufresne. Derrière : Denis Mondor, Nathalie Larivière, Daniel Boismenu, Michel de Broin et Léa Pool.

La remise des Prix Reconnaissance 2006 a eu lieu le 10 mai dernier lors d’un gala organisé par le Bureau des diplômés et le Service des communications à l’hôtel Delta Centre-ville. Micheline Martin (M.B.A. 96), présidente, Direction du Québec, de RBC Banque Royale et lauréate de 2004, était la présidente d’honneur de la soirée. En l’absence du recteur Roch Denis (qui recevait au même moment un doctorat honorifique de l’Université

de Montréal), c’est la vice-rectrice à la Vie académique et vice-rectrice exécutive, Danielle Laberge, qui a prononcé l’allocution de bienvenue, tandis que le vice-recteur aux Affaires publiques et au développement et secrétaire général, Pierre Parent, agissait comme maître de cérémonie. Tous trois ont souligné le talent et l’importante contribution à la société des diplômés de l’UQAM.

Des vidéos tournées par le Service

de production audiovisuelle et multimédia sur chacun des lauréats ont animé la soirée. Daniel Boismenu, responsable de l’Unité de recherche en spectrométrie de masse et protéomique du Centre d’Innovation Génomique Québec et de l’Université McGill (B.Sc. chimie 79, M.Sc. chimie 82) a reçu le prix de la Faculté des sciences; Michel de Broin, artiste plasticien (M.A. arts plastiques 97), celui de la Faculté des arts; Sylvie Dufresne, di-

rectrice, Expositions et recherche, au musée d’archéologie et d’histoire de Montréal Pointe-à-Callière (B.A. histoire de l’art 75, M.A. histoire 80), celui de la Faculté des sciences humaines; Nathalie Larivière, présidente et chef de la direction du Groupe Archambault inc. (B.A.A. 87, M.B.A. 90), celui de l’École des sciences de la gestion; Denis Mondor, avocat chez Mondor, Rougeau, Lambert et LeBorgne avocats (LL.B. 83), celui de la Faculté de science politique et de droit; Johanne Patry, conseillère pédagogique, Science et technologie au Service des ressources pédagogiques de la Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys (B.Éd. enseignement professionnel 91, M.A. éducation 98, Ph.D. éducation 02), celui de la Faculté des sciences de l’éducation et Léa Pool, cinéaste (B.A. communication 78), celui de la Faculté de communication.

Grâce aux profits réalisés lors du Gala, deux bourses d’excellence d’une valeur de 2 000 \$ ont été attribuées à des étudiantes de l’UQAM qui entreprennent des études de maîtrise, Geneviève Meunier et Julie St-Pierre, respectivement étudiantes à la maîtrise en communication et à la maîtrise en droit.

L’UQAM

Le journal *L’UQAM* est publié par le Service des communications, Division de l’information.
Directeur des communications
Daniel Hébert
Directrice du journal
Angèle Dufresne
Rédaction
Marie-Claude Bourdon, Anne-Marie Brunet, Pierre-Etienne Caza, Dominique Forget, Claude Gauvreau
Photos
Nathalie St-Pierre
Conception de la grille graphique
Jean Gladu, designer
Infographie
André Gerbeau
Geneviève Ouellet
Publicité
Catherine Levasseur
Communications Publi-Services Inc. (450) 227-8414, poste 303
Impression
Payette & Simms (Saint-Lambert)
Adresse du journal
Pavillon WB-5300
Téléphone : 987-6177 • Télécopieur : 987-0306
Adresse courriel
journal.uqam@uqam.ca
Versión Web du journal
www.journal.uqam.ca/
Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISSN 0831-7216
Les textes de *L’UQAM* peuvent être reproduits, sans autorisation, avec mention obligatoire de la source.
UQÀM
Université du Québec à Montréal
Case postale 8888, succ. Centre-ville, Montréal
Québec H3C 3P8

Mieux comprendre et prévenir les conflits ethniques

Claude Gauvreau

Des chercheurs de l’UQAM, de l’Université Queen’s et de l’Université de Toronto sont à la tête d’un réseau de recherche d’envergure internationale qui vient d’obtenir, pour les cinq prochaines années, une subvention de 2,5 millions \$ du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH).

«En réunissant des politologues, des juristes, des historiens, des philosophes et des sociologues, le réseau s’appuiera sur une démarche interdisciplinaire pour mieux comprendre la dynamique des relations entre diverses communautés nationales et ethniques. Il sera aussi le lieu d’une confrontation stimulante de visions et d’approches différentes, notamment entre les chercheurs du Canada anglais et du Québec», souligne Alain Gagnon, professeur au Département de science politique et l’un des leaders scientifiques du réseau. «Ce qui nous unit, ajoute-t-il, c’est une croyance commune dans le pluralisme culturel et les valeurs démocratiques libérales.»

Regroupés autour d’un projet de recherche intitulé «Ethnicité et gouvernance démocratique», une trentaine de chercheurs de 19 universités, originaires du Canada, d’Europe, d’Asie et d’Afrique, étudieront le développement de conflits intercommunautaires au sein d’États multinationaux et multiethniques (Canada, Espagne, Royaume-Uni, Chine, Nigéria, etc.) En outre, une dizaine d’organismes partenaires, tels que le Centre de recherche et de développement international (CRDI), le Forum des Fédérations, Droits et Démocratie et le Club de Madrid, collaboreront aux travaux de recherche.

Pour une gouvernance démocratique

Pendant plusieurs années, les tensions politiques au niveau international ont



Photo : Nathalie St-Pierre

Alain Gagnon, professeur au Département de science politique, est l’un des responsables d’un nouveau réseau de recherche international.

été analysées à travers le prisme de la rivalité Est-Ouest, rappelle M. Gagnon. «Mais depuis la fin de la Guerre froide et l’écroulement du bloc soviétique, de nouveaux conflits sont apparus. Liés pour la plupart à la reconnaissance du pluralisme national, ethnoculturel, linguistique et religieux, ils ont revêtu diverses formes : exclusion, assimilation forcée, voire guerre civile et génocide, comme ce fut le cas en ex-Yougoslavie et au Rwanda. Aujourd’hui, ils occupent le devant de la scène et posent des défis particuliers aux États modernes.»

Selon le politologue, la question de la diversité nationale et ethnique dans l’espace politique se pose avec une acuité particulière quand différents nationalismes se confrontent sur un même territoire. Comment concilier une identité civique commune avec les revendications de communautés nationales et ethniques? Comment répondre aux aspirations des nationalismes minoritaires sans négliger les droits des minorités ethnoculturelles qui se trouvent en leur sein? «Notre objectif est de proposer des avenues politiques qui facilitent l’établissement de rapports intercommunautaires basés sur la démocratie, la justice sociale, la paix et la stabilité», souligne M. Gagnon.

L’expérience fédérale canadienne et celle du Québec seront bien sûr au cœur des réflexions des chercheurs. Mais les relations politiques entre l’Écosse et le Royaume-Uni, entre la Flandre et la Belgique et entre la Catalogne et l’Espagne sont aussi d’autres cas de figure intéressants, explique M. Gagnon. «Le Royaume-Uni, par exemple, a reconnu les nations écossaise et galloise au sein d’une communauté politique unifiée.

Au Québec, *La Paix des Braves*, conclue par le gouvernement de René Lévesque avec la nation autochtone cri, est un bel exemple de compromis établi grâce à un respect mutuel des droits. La tenue de référendums constitue une autre avenue démocratique permettant parfois de dénouer des conflits.»

Les grands axes

Le premier axe de recherche portera sur la formation historique de certaines communautés nationales et ethniques, et sur les sources de conflits qui ont surgi dans différents pays (Liban, Nigéria, ex-Yougoslavie). Le deuxième chantier de recherche explorera diverses stratégies gouvernementales et politiques constitutionnelles : fédéralisme multinational, autonomie régionale, multiculturalisme, sécession, etc.

Une troisième équipe examinera le rôle de la communauté internationale dans la recherche de solutions pacifiques à des conflits inter et intra-étatiques, ainsi que dans l’établissement de conventions pour protéger

les droits des minorités nationales et des peuples autochtones. Enfin, un dernier volet sera consacré à la définition de valeurs philosophiques et éthiques en matière de justice et de droit, favorisant la création de rapports harmonieux entre les communautés.

De nombreux étudiants de maîtrise et de doctorat de l’UQAM et d’autres universités collaboreront aux recherches et participeront à l’organisation de colloques annuels. À compter de juin 2007, le réseau mettra sur pied une École d’été à l’Université de Guadalajara au Mexique, dirigée par Alain Gagnon, qui accueillera tous les deux ans, pendant un mois, une cinquantaine d’étudiants qui participeront à des séminaires sur les rapports entre diversité et démocratie. Ils pourront séjourner dans des villages autochtones sous la supervision d’anthropologues mexicains. «De cette façon, souligne Alain Gagnon, le réseau servira de véritable incubateur pour les projets de recherche des étudiants» ●

Nouveau nom pour BADADUQ



Photo : Nathalie St-Pierre

Dites adieu à *Badaduaq*. *Xplora* sera désormais le nouveau nom du catalogue des bibliothèques de l’UQAM. Ainsi en a décidé le jury de sélection qui a retenu le nom proposé par Victoria Chan, étudiante en science politique, à la suite d’un concours ouvert à toute la communauté universitaire. Plus de 1 000 propositions avaient été soumises.

Victoria a expliqué la sienne en ces termes : «Le verbe explorer, selon *Le Petit Robert*, évoque le fait de découvrir, approfondir, étudier, rechercher, examiner et sonder. Tout cela reflète la philosophie de l’UQAM et représente

bien le but du catalogue. De plus, le nom *Xplora*, qui sonne harmonieusement dans toutes les langues, illustre le caractère universel et sans frontières du savoir.»

Pour sa trouvaille, Victoria Chan a gagné un iPod vidéo 60g et une pochette de transport offerts par la COOP UQAM (représentée par Maryse Doré, à gauche sur la photo). Virginie Godin, étudiante en éducation préscolaire et enseignement primaire, et Jean-Marc Krupa, étudiant libre, ont aussi remporté des prix de participation au concours.

Le recteur reçoit un doctorat honorifique de l’UdeM

Le recteur Roch Denis a reçu un doctorat *honoris causa* des mains du recteur de l’Université de Montréal (UdeM), Luc Vinet, lors d’une cérémonie qui s’est déroulée le 10 mai dernier. Un événement «unique en soi», notait le journal *Le Devoir* dans son édition du lendemain. Diplômé de l’UdeM en science politique, le recteur a obtenu cette distinction pour l’ensemble de sa carrière. Son homologue Luc Vinet a souligné sa contribution majeure au rayonnement et à la promotion de l’éducation supérieure, rappelant qu’il avait mis ses talents d’administrateur au service des institutions universitaires, tant à la présidence de la Fédération québécoise des professeurs et professeurs d’université (1993-1999) et comme secrétaire général du Centre de coopération interuniversitaire franco-québécoise (1999-2001) qu’à la tête de l’UQAM et de la Conférence des recteurs et principaux du Québec (CREPUQ).



Photo : Andrew Dobrowolskyj

PUBLICITÉ

La société fragmentée

Marie-Claude Bourdon

Avant les années 60, les sociétés modernes étaient stratifiées en fonction des classes sociales. Aujourd’hui, elles se sont reconfigurées autour des identités. Cela a commencé avec le mouvement pour les droits civiques des Noirs, aux États-Unis. «Avec des slogans comme *Black is beautiful*, les Noirs faisaient valoir leur différence pour revendiquer l’égalité», souligne Jacques Beauchemin, professeur au Département de sociologie. Il y a eu aussi le mouvement des femmes, qui a donné lieu à la revendication d’une identité «femme»: on a vu apparaître un théâtre, un cinéma, une littérature de femmes. Au même moment, la contre-culture a accouché d’une identité «jeune», caractérisée par sa propre musique, sa façon de se vêtir, sa culture. Loin de s’essouffler, le phénomène a pris de l’ampleur dans les années 70 et 80 avec le mouvement des gais, celui des autochtones et des handicapés. Aujourd’hui, la société est constamment aux prises avec des confrontations de valeurs liées à l’identité, que ce soit la bataille pour le kirpan, les salles de prière ou, tout récemment,



Photo : Nathalie St-Pierre

Jacques Beauchemin, professeur au Département de sociologie.

les manières de table des élèves philippins.

La montée des identités

C’est ce phénomène que Jacques Beauchemin décrit dans un ouvrage publié en 2004, *La société des identités*

(Athéna). Le livre a fait du bruit, particulièrement dans les cercles nationalistes. En effet, cette montée des identités survient à un bien mauvais moment pour le projet nationaliste des Québécois. «Voici une société qui tente de se rassembler sous la figure de

la nation au moment même où se met en place une dynamique qui sape les bases mêmes de ce projet», dit l’auteur. Si le Bloc et le Parti Québécois ont essuyé les critiques des Tremblay et LePage, dernièrement, c’est bien parce que les arguments à saveur nationaliste – plus susceptibles d’insuffler la passion qui manque au débat – sont devenus éminemment suspects.

Le colloque organisé par Jacques Beauchemin dans le cadre de l’ACFAS et intitulé *La société des identités* permettra de poursuivre la discussion enclenchée par son ouvrage. Les participants se pencheront sur la genèse du phénomène de montée des identités et sur ses enjeux politiques. «Spontanément, on est porté à en faire un bilan positif, dit le sociologue. Qui va récuser les acquis du mouvement des femmes, des Noirs ou des homosexuels? Mais l’envers de cela, c’est un effet de fragmentation de l’espace politique.»

«Mon identité contre la tienne»

Une société qui se recompose sur le mode des identités peut-elle avoir un projet solidaire? Dans un monde où c’est «mon identité contre la tienne», il n’est pas fortuit que les chartes des

droits et les tribunaux prennent autant de place, note le professeur. «On assiste à une dépolitisation et à une judiciarisation de l’espace politique, comme on a pu le voir dans les causes impliquant les Sikhs, les étudiants musulmans de l’École de technologie supérieure ou les mariages gais, explique-t-il. Au lieu de débattre du projet de société que l’on veut, on s’en remet aux tribunaux et on attend leurs décisions.»

Selon le sociologue, cela est dangereux, particulièrement «pour les catégories de citoyens qui n’arrivent pas à s’ériger en “identités”, comme les itinérants.» C’est le développement de l’État providence qui a permis l’apparition du mouvement des droits. Les individus qui veulent revendiquer des droits se regroupent en fonction de leur différence, c’est logique. Mais cette dynamique entraîne la fragmentation et la dépolitisation de la société. C’est l’immense paradoxe des sociétés modernes, affirme Jacques Beauchemin, que de porter en germe cette perversion de l’idéal démocratique.

Ce colloque est présenté par la Chaire de recherche du Canada en Mondialisation, Citoyenneté et Démocratie les 15 et 16 mai ●

Premier colloque sur les risques naturels

15 mai

Personne n’a oublié les images des tsunamis qui ont déferlé sur une partie de l’Asie en décembre 2004, ni celles du cyclone *Katrina* qui a frappé le sud des États-Unis. Le premier colloque sur les risques naturels à se tenir au Québec se penchera sur les possibilités de prévoir l’ampleur et de réduire les impacts de telles catastrophes. «Il s’agit de phénomènes complexes, à composantes multiples, dont l’évolution est rarement linéaire», soulignent les professeurs Yves Baudouin et Kebiche Mustapha du Département de géographie, responsables du colloque. Un ouragan, par exemple, peut causer des inondations qui, à leur tour, provoquent des glissements de terrain, des pannes de courant, etc. Avec le réchauffement planétaire, le nombre de phénomènes climatiques imprévisibles risque d’augmenter, ajoutent les deux experts.

Les finalités du travail social

16 mai

Organisé par le professeur François Huot, de l’École de travail social, ce colloque sera l’occasion de s’interroger sur la légitimité du travail social dans un contexte où sa pertinence est constamment remise en question. Quels sont les critères permettant de juger de cette pertinence et des moyens mis en œuvre pour accomplir les finalités du travail social? En examinant les liens entre les buts visés par le travail social, l’intervention et la formation universitaire, ce colloque veut contribuer à l’amorce d’un débat sur cette question et favoriser le développement de nouvelles pratiques et de nouveaux champs de recherche.

Stratégie américaine dans un monde de périls

17 mai

La stratégie américaine permet-elle d’assurer la sécurité des États-Unis? Quelles sont ses conséquences sur la scène internationale? Ce colloque intitulé *La stratégie des États-Unis dans un monde de périls : un état des lieux* est organisé par Charles-Philippe David et présenté par l’Observatoire sur les États-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques de l’UQAM. Dans un premier panel, on se demandera quels sont les postulats et les objectifs de la politique extérieure américaine. Le deuxième panel portera sur des cas concrets: la lutte contre le terrorisme, les relations avec la Chine, la présence en Colombie et l’Arctique comme enjeu territorial. Le colloque permettra de mieux cerner les évolutions de la première puissance mondiale dans un environnement international en profonde mutation.

Les gouvernements doivent écouter leurs citoyens

Dominique Forget

Que l’on pense aux ouragans, aux inondations ou aux sécheresses, il semble que la nature frappe au hasard, laissant les victimes dans un sillage aléatoire. Après une catastrophe environnementale pourtant, on admet souvent qu’une meilleure planification aurait permis d’atténuer les dégâts. «La planification environnementale est un outil précieux pour évaluer la vulnérabilité des territoires et réduire les risques afférents», fait valoir Carlo Prévil, professeur associé au Département de géographie de l’UQAM et membre du Groupe d’études interdisciplinaires en géographie et environnement régional (GEIGER). «Bien qu’elle soit assez répandue, cette approche n’est pas toujours utilisée de façon optimale par les décideurs.»

Les stratégies de planification environnementale sont trop souvent instaurées en suivant une approche descendante ou *top-down*. En plus de provoquer le mécontentement de la population, les décideurs se privent alors de précieuses données que seuls ceux qui occupent les régions à l’étude peuvent offrir. «Il y a des incompréhensions de part et d’autre, souligne Carlo Prévil. D’un côté, la population manque d’information pour bien évaluer les grands enjeux environnementaux. De l’autre, les chercheurs et les décideurs ont du



Photo : Denis Bernier

Carlo Prévil, professeur associé au Département de géographie de l’UQAM.

mal à aller chercher les renseignements les plus pertinents pour élaborer leurs stratégies.»

Le chercheur d’origine haïtienne

croit qu’il est temps de réfléchir à des mécanismes qui permettront de rap-

Suite en page 5 ►

Les enjeux sociaux et politiques du logiciel libre

Pierre-Etienne Caza

Le père de l’expression «logiciel libre», Richard M. Stallman, illustre souvent le principe à partir d’une analogie culinaire : la recette d’un gâteau. Dès que vous avez acquis légalement la recette, vous pouvez l’utiliser, la modifier et/ou la redistribuer à votre guise. «L’enjeu du logiciel libre, c’est l’accès au texte du programme, que l’on appelle le code source», explique Robert Dupuis, professeur au Département d’informatique et coresponsable du colloque intitulé *Le logiciel libre en tant que modèle d’innovation sociotechnique : pratiques de développement et de coopération dans les communautés*, qui aura lieu le 16 mai prochain.

Depuis les années 90, le modèle du logiciel libre ne cesse de croître : le système d’exploitation GNU/Linux, le logiciel serveur Apache, ainsi que les fureteurs FireFox et Mozilla sont les rejetons de ce courant, tout comme Wikipédia, une encyclopédie virtuelle sur le mode du logiciel libre.

Spécialiste en génie logiciel, M. Dupuis affirme que les logiciels libres révolutionnent l’organisation du travail. «Des gens amorcent le développement d’un logiciel, puis le rendent disponible sur Internet, code source compris. Une communauté se crée et travaille à l’améliorer, en soumettant des modifications que les responsables du projet acceptent ou non. Le nombre de participants, souvent volontaires, en fait une expérience hors du commun, qui a nécessairement des répercussions sur le mode de développement traditionnel des logiciels», précise-t-il.

Les deux assistants de recherche qui participent à l’organisation du colloque, Stéphane Couture et Renaud Loiselle-Dupuis, étudiants à la maîtrise en communication et au baccalauréat en science, technologie et société, s’intéressent aux enjeux sociaux et politiques du phénomène. «L’utilisation de logiciels libres, à la base un choix individuel, peut également être un choix collectif, estime M. Couture. Les gens d’un pays moins fortuné ou en voie de développement peuvent s’approprier une industrie du logiciel qui ne dépend plus d’une compagnie étrangère. Il s’agit d’une façon de s’affranchir des grands fournisseurs

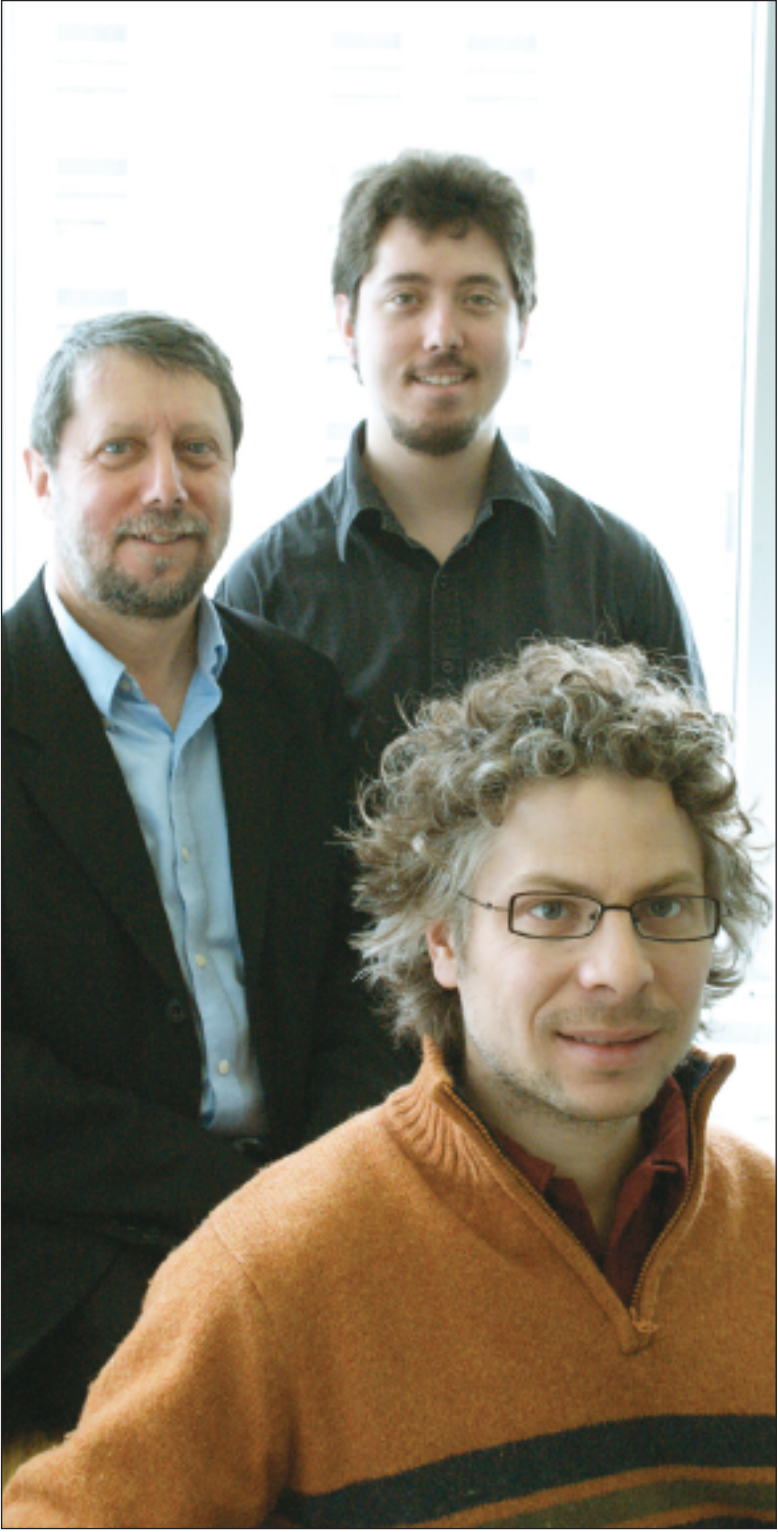


Photo : Nathalie St-Pierre

Le professeur Robert Dupuis, du Département d’informatique, en compagnie des assistants de recherche Renaud Loiselle-Dupuis et Stéphane Couture, membres du comité organisateur du colloque. Serge Proulx, professeur à l’École des médias et coresponsable du colloque, n’apparaît pas sur la photo.

comme Microsoft. Au Vénézuela, par exemple, le gouvernement vient d’adopter un décret obligeant l’ensemble de l’administration à se convertir au logiciel libre d’ici la fin de l’année. Pour la compagnie pétrolière du pays, cela signifie une économie de 400 millions de dollars en frais de licence. Cet argent demeure au pays et peut être investi à d’autres fins.»

À cet égard, Robert Dupuis déplo-

re que le Laboratoire de recherche en gestion des logiciels (LRGL) et le Laboratoire de communication médiatisée par ordinateur (LabCMO), organisateurs du colloque, ne soient pas suffisamment riches pour payer le voyage à certains universitaires d’Afrique afin qu’ils puissent y assister. Ces derniers pourront toutefois avoir accès aux textes du colloque sur le site du LabCMO •

► GOUVERNEMENTS – Suite de la page 4

procher de façon plus systématique et structurée les parties concernées. C’est dans cette optique qu’il organise le colloque intitulé *Intégration des savoirs territoriaux dans les processus décisionnels pour la planification environnementale régionale*, le 18 mai prochain, dans le cadre du Congrès de l’Acfas. Pour faire avancer la réflexion, plusieurs chercheurs ou intervenants qui ont participé à des initiatives de planification environnementale ayant

intégré la participation publique viendront partager leur expérience.

Il sera notamment question d’une évaluation environnementale réalisée par les autochtones Atikamekw, de la mise en place d’un plan de protection des récifs coralliens dans une zone récréotouristique de Cayo Coco, d’un projet de développement immobilier dans une aire protégée située à proximité de Bogota, de la gestion de conflits ayant suivi la mise en eau des

barrages de Manantali et Diama sur le fleuve Sénégal ainsi que de la gestion des zones inondées par les moussons dans la région du Penjab, en Inde. «Ensemble, souhaite le professeur Prével, nous allons réfléchir aux moyens d’optimiser la participation du public, de façon à mieux se parer contre les catastrophes et à favoriser un développement durable équitable» •

À la mémoire de Noël Audet

15 mai

Un hommage à Noël Audet sera rendu le 15 mai, en clôture de la première journée du colloque intitulé *Visions et expériences des Amériques : vers un espace public continental?* «Ses œuvres *L’Ombre de l’épervier* (1988) et *Frontières ou tableaux d’Amérique* (1995) font état de l’originalité de sa vision de l’Amérique», explique Renée Legris, professeure associée au Département d’études littéraires et coordonnatrice de l’événement organisé par le Groupe interdisciplinaire de recherche sur les Amériques (GIRA). L’hommage prendra la forme d’exposés de la part de Mme Legris et de deux professeures brésiliennes, Zilá Bernd et Licia Soares de Souza, spécialistes de la littérature comparée Québec-Brésil et chercheuses au Centre d’études et de recherches sur le Brésil de l’UQAM.

L’histoire de la Nouvelle-France revisitée

15 mai

La connaissance de l’histoire du Régime français a connu d’importantes modifications au cours du dernier demi-siècle. Des recherches sur l’émigration, la démographie et les activités économiques des colons ont permis d’élargir une histoire auparavant centrée sur la vie politique, diplomatique, militaire et religieuse. Plus récemment encore, des enquêtes ont dévoilé les fondements de pratiques culturelles savantes dans la colonie française. Ces travaux de synthèse, enrichis par la sociologie et l’anthropologie, ont rendu plus complexe notre compréhension de l’histoire canadienne. Ce colloque, organisé par Laurier Lacroix, professeur au Département d’histoire de l’art, et intitulé *La vie culturelle en Nouvelle-France : relectures*, se donne comme double objectif de faire le point sur les héritages historiographiques, tout en traçant un portrait actuel de l’état de la recherche dans le domaine.

Évaluation assistée par ordinateur

16 mai

Les technologies de l’information et des communications (TIC) font leur marque dans le monde de l’éducation. Des simples didacticiels aux campus internationaux virtuels, les environnements informatisés d’apprentissage explosent. Avec eux survient un nouveau phénomène : l’automatisation des tâches d’évaluation. Les TIC offrent des possibilités intéressantes pour l’évaluation complète et objective des apprentissages, mais elles apportent également quelques défis, notamment au niveau de la sécurité. Une quinzaine de chercheurs et professeurs, majoritairement de l’UQAM, présenteront les résultats d’études et de réflexions qu’ils ont entreprises à ce sujet. Organisé par le professeur Gilles Raïche du Département d’éducation et de pédagogie, ce colloque intitulé *Solutions apportées et problèmes engendrés par l’évaluation assistée par les technologies de l’information et des communications en éducation et en formation* se penchera sur quelques pistes de solutions aux défis envisagés.

Entre linguistique et informatique

16 au 18 mai

Le Traitement Automatique des Langues (TAL) consiste en la construction de bases de données linguistiques exploitables par un modèle informatique, afin de générer des applications telles que des logiciels de traduction, des correcteurs orthographiques, des systèmes de reconnaissance vocale, des moteurs de recherche, etc. «L’apport de la linguistique, notamment par la morphologie, la sémantique, la syntaxe, la lexicologie, la phonétique, la phonologie et l’analyse du discours, permet de construire de larges bases de descriptions linguistiques fines, qui servent à perfectionner ces applications», explique Louisette Émirkanian, professeure au Département de linguistique et didactique des langues et coresponsable du colloque intitulé *Description linguistique pour le traitement automatique du français*.

Pour un Québec en santé

17 mai

La santé publique n’est pas que l’affaire du ministre Philippe Couillard. Tous les ministres québécois sont concernés. En effet, la *Loi sur la santé publique* stipule que le ministre de la Santé doit être consulté lors de l’élaboration de toute loi ou règlement qui pourrait avoir un impact significatif sur la santé de la population. Pour mieux comprendre comment ces pratiques se concrétisent au sein de l’administration publique, un colloque intitulé *L’adoption de politiques favorables à la santé : pratiques, expériences et enjeux au sein des ministères du gouvernement du Québec* se tiendra le 17 mai prochain, dernier jour du Congrès de l’Acfas. Des représentants de diverses universités et instances publiques discuteront de cas récents dont le *Règlement sur l’eau potable*, l’autorisation du virage à droite au feu rouge, le *Plan d’action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l’exclusion sociale* et la *Loi sur l’aquaculture commerciale*. Le colloque est organisé par France Gagnon, professeure à la Téléq.

Golf : un nouvel élan!

Pierre-Etienne Caza

L'équipe de golf de l'UQAM amorce un virage en 2006-2007. À sa cinquième année à la barre de l'équipe, l'entraîneur Dominic Lalonde a décidé de revoir ses façons de faire, à commencer par son propre rôle. «Les années précédentes, j'étais davantage un responsable puisqu'il n'y avait pas de véritables entraînements, explique-t-il. Cette année, nous avons amorcé la formation de l'équipe plus tôt et nous nous entraînons depuis février.»

Diplômé de l'UQAM en informatique, ancien joueur des Citadins et professeur de golf au Centre sportif depuis trois ans, M. Lalonde souhaite faire oublier les résultats décevants de la saison dernière et renouer avec la victoire, comme ce fut le cas en 2002 et 2003, alors que l'UQAM avait remporté le championnat universitaire féminin. Seule ombre au tableau: il n'y a pas de relève chez les filles cette année! «La plupart des universités éprouvent des difficultés à recruter des golfeuses, explique-t-il. Il faudra travailler à faire connaître notre équipe, notamment auprès des programmes sport-études de niveau collégial et dans quelques tournois amateurs féminins.»

L'équipe exclusivement masculine des Citadins sera-t-elle compétitive? L'entraîneur le souhaite, même s'il demeure lucide. «Pour rivaliser avec les meilleures universités, il aurait fallu que j'exige un handicap de cinq et moins plutôt que dix et moins, affirme-t-il. La bonne nouvelle, c'est que j'ai recruté douze joueurs, alors que les années précédentes, il était difficile d'en recruter plus de cinq ou six.» Autre nouveauté: tous les golfeurs ont été rencontrés individuellement avant leur sélection. «J'avais le goût de jauger le sérieux de leur engagement et leur attitude face à la compétition», explique-t-il.



Photo : Michel Giroux

Dominic Lalonde, entraîneur de l'équipe de golf des Citadins.

De février à avril, les joueurs se sont entraînés à Varennes, avant de prendre d'assaut le club Métropolitain d'Anjou. Les 19 et 20 mai, cinq d'entre eux participeront au Championnat universitaire de l'Est du Canada, disputé au club Le Marthelinois de Trois-Rivières. Cette compétition regroupe des établissements du Québec, de l'Ontario et des Maritimes. Si tôt dans la saison, l'entraîneur avoue que l'important n'est pas la victoire. «J'ai choisi ceux qui n'ont pas d'expérience pour leur donner une chance de se familiariser avec la pression et ainsi pouvoir amorcer mon évaluation», précise-t-il.

À partir des rondes d'entraînement prévues au calendrier, il sélectionnera à la mi-juillet les cinq joueurs qui formeront l'équipe de compétition de l'UQAM, qui prendra part au Championnat provincial universitaire disputé fin septembre, également à Trois-Rivières. «J'aimerais que nous terminions parmi les cinq premières universités», espère l'entraîneur. Outre l'UQAM, la ligue interuniversitaire est composée des équipes de l'UQTR, de l'UdM, de Bishop's, de Laval, de Sherbrooke, de Concordia et de McGill.

D'ici là, tous les joueurs participe-

ront à diverses activités visant à amasser des fonds pour l'équipe, dont un tournoi bénéfice, le 16 juillet, au club Métropolitain. Il s'agit d'une formule quatuor (*foursome*); les gens intéressés peuvent envoyer un courriel à golf@uqam.ca

Camp de jour en golf

Trois ou quatre golfeurs des Citadins, dont certains étudient en enseignement de l'activité physique, participeront cet été au Camp de jour du Centre sportif de l'UQAM. Deux programmes ont été mis sur pied: l'un pour les 7-9 ans, l'autre pour les 10-12 ans. Chaque jour, les jeunes profiteront d'ateliers de deux heures consacrés, par exemple, au coup roulé, à l'élan ou à l'apprentissage des règlements. Le vendredi sera journée de «compétition», puisqu'ils se retrouveront sur un terrain pour jouer un trois trous. «En plus de s'amuser entre amis, le golf requiert patience et discipline, soutient l'entraîneur des Citadins. En bout de ligne, chacun apprend à mieux se connaître!» Au moment d'écrire ces lignes, il restait encore quelques places... Pour information et inscription: (514) 987-7678 •

Les employés de soutien exposent leurs talents



Photo : Michel Giroux

Vingt-cinq membres du Syndicat des employées et employés de l'UQAM (SEUQAM) ont exposé leurs œuvres au CDEx du pavillon Judith-Jasmin, du 3 au 7 mai derniers, dans le cadre des festivités soulignant les 35 ans du SEUQAM.

«Ce fut un vrai succès!», affirme Michel Bolduc, responsable de l'information au SEUQAM, qui estime à

650 le nombre de visiteurs qui ont pu contempler les talents artistiques des exposants, de la photographie à la sculpture, en passant par la peinture, le dessin et la littérature. Les artistes avaient répondu à un appel à tous lancé par le syndicat.

«Ceux qui n'ont pas osé exposer leurs œuvres s'en mordent les doigts», ajoute-t-il en riant.

Répétera-t-on l'expérience? «Certains ont manifesté le désir d'en faire une activité récurrente, confirme M. Bolduc. Il est trop tôt pour se prononcer là-dessus, mais l'idée est intéressante.» Ce genre d'exposition était une première depuis 1989, alors que l'UQAM soulignait son vingtième anniversaire.

Une mine de données à prospector

Marie-Claude Bourdon

Depuis février dernier, l'UQAM abrite une antenne du Centre inter-universitaire québécois des statistiques sociales (CIQSS). Dirigé par le professeur Pierre Lefebvre, du Département des sciences économiques, le CIQSS-UQAM offre à tous les chercheurs de l'Université la possibilité de fouiller eux-mêmes dans les microdonnées détaillées issues des enquêtes populationnelles de Statistique Canada.

«Depuis les années 90, Statistique Canada a lancé six grandes enquêtes longitudinales, dit Pierre Lefebvre. Ainsi, depuis 1994-95, on suit 22 000 enfants qui étaient âgés au départ de 0 à 11 ans. Tous les deux ans, on dépense des millions de dollars pour obtenir toutes sortes de renseignements sur ces enfants. Or, quand on dépense autant d'argent pour accumuler des données, il est normal qu'on cherche à les rendre disponibles pour la recherche.»

C'est dans cet esprit que le CIQSS a été mis sur pied par un regroupement d'universités québécoises, dont l'UQAM, en 2000. Au départ, toutes les recherches se faisaient dans les locaux du CIQSS à l'Université de Montréal, leader du regroupement. Depuis, des antennes ont été installées à l'Université Laval, à Sherbrooke, à l'UQAM et une quatrième sera bientôt ouverte à McGill. L'idée est de favoriser l'accès aux données pour les professeurs et étudiants des études supérieures de toutes les universités du regroupement.

Les données portent sur le développement des enfants, l'entrée dans la vie adulte, la dynamique du travail et du revenu, la productivité des entreprises, la santé ainsi que sur l'intégration des immigrants. «Ces données sont très intéressantes, car elles permettent de suivre des individus dans leur trajectoire de vie, d'analyser la mobilité sociale, l'emploi ou les facteurs de pauvreté», explique Pierre Lefebvre. Les chercheurs ont accès aux fichiers maîtres de ces enquêtes longitudinales ainsi que d'autres grandes enquêtes transversales. Ils doivent toutefois s'engager à respecter les règles sévères de Statistique Canada en matière de confidentialité. Un analyste relevant de l'organisme fédéral s'assure même que les résultats respectent toutes les règles avant d'autoriser leur divulgation.

Le CIQSS-UQAM est logé à l'intérieur des locaux du Consortium sur



Photo : Nathalie St-Pierre

Pierre Lefebvre, professeur au Département des sciences économiques.

l'innovation, les performances et le bien-être dans l'économie du savoir, le CIBL'es, rattaché à l'École des sciences de la gestion et à la Faculté des sciences humaines. Il fait partie intégrante du CIBL'es, qui a fourni les fonds nécessaires pour installer l'antenne dans un local sécurisé répondant à toutes les exigences de Statistique Canada.

Les fichiers des enquêtes sociales sont d'une grande richesse pour les chercheurs provenant de différentes disciplines, particulièrement en sciences économiques, en psychologie et en sociologie. Pierre Lefebvre et son collègue économiste Philip Merrigan ont ainsi utilisé les données des enquêtes pour un projet de recherche sur l'impact des services de garde sur la conciliation travail famille. «Plusieurs chercheurs qui mènent leurs propres enquêtes auraient intérêt à découvrir ces sources de données extrêmement riches et détaillées», dit Pierre Lefebvre.

Pour accéder aux données, il faut présenter une demande au Conseil de recherche en sciences humaines du Canada (CRSH), un bref document d'environ quatre pages expliquant les objectifs de la recherche, la méthodologie et les raisons pour lesquelles le chercheur a besoin d'accéder aux données non publiques. Les demandes sont soumises à une évaluation par les pairs. Le directeur du CIQSS-UQAM, Pierre Lefebvre, est prêt à rencontrer les chercheurs ou les équipes intéressés pour leur faire part des procédures à suivre et les aider à préparer leur demande •

PUBLICITÉ

LUNDI 15 MAI

Centre d'écoute et de référence
«Rencontre d'information pour les candidats bénévoles», de 12h40 à 13h45, également le **24 mai** aux mêmes heures.
Animatrice : Valérie Desrosiers, Centre d'écoute et de référence. Pavillon J.-A.-DeSève, salle DS-3255.
Renseignements :
Eric Perreault-C.
987-8509
centre_ecoute@uqam.ca
www.ecoute.uqam.ca

MARDI 16 MAI

Galerie de l'UQAM
Expositions : *The Paradise Institute. Janet Cardiff* et *George Bures Miller* et *À ras le paysage de Nicolas Fleming*, du mardi au samedi de 12h à 18h.
Pavillon Hubert-Aquin, salle J-R120.
Renseignements : 987-8421
galerie@uqam.ca
www.galerie.uqam.ca

CHOQ.FM

Projection du documentaire : «Une radio un auditeur sur CHOQ radio UQAM de Fabien Labbé»,

de 20h à 21h.
Pavillon des Sciences de la gestion, salle Amphithéâtre (R-M120).
Renseignements : Fabien Labbé
987-3000, poste 2629
djfabien@hotmail.com
www.radio-auditeur.cjb.net

MERCREDI 17 MAI

LATECE (Laboratoire de recherche sur les technologies du commerce électronique) et L'ESG
Jusqu'au **19 mai**, le «Congrès montréalais sur les technologies de l'Internet-MCETECH2006» réunira des chercheurs, praticiens et décideurs qui discuteront des enjeux soulevés et des pistes de solution. Hôtel Godin, 10, rue Sherbrooke Ouest, Montréal.

Dans le cadre de ce congrès, une conférence publique sur la télésanté aura lieu le vendredi **19 mai** de 14h à 17 heures à la salle SH-2800 du Complexe des sciences Pierre-Dansereau.
Renseignements : Hafedh Mili
987-3000, poste 3943
hafedh.mili@uqam.ca
www.mcetech2006.org/index_fr.html

JEUDI 18 MAI

UQAM Générations
Conférence : «Chimie et vie quotidienne», de 13h30 à 15h30. Conférencier : Daniel Vocelle. Pavillon Maisonneuve, salle B-R200.
Renseignements :
Chantal Lebeau
987-7784
lebeau.chantal@uqam.ca
www.generations.uqam.ca

MARDI 23 MAI

UQAM et TÉLUQ
Congrès conjoint de l'Association canadienne d'éducation à distance (ACÉD) et de l'Association pour les médias et la technologie en éducation au Canada (AMTEC) : «L'innovation en éducation : défis, enjeux, projets», jusqu'au **26 mai** de 8h à 17h.
[voir articles pages 1 et 2]
Pavillon Sherbrooke, salle SH-2800.
Renseignements :
Katherine Savard
987-0402
savard.katherine@uqam.ca
www.acedamtec.uqam.ca

Chaire en gestion des compétences
Conférence : «The Effects of Voluntary Associations' Characteristics in the Promotion of Generalized Trust», de 12h30 à 14h. Conférencière : Elvira Salgado Consuegra, professeure, Faculté d'administration, Université de Los Andes, Bogota, Colombie. Pavillon des Sciences de la gestion, salle R-2155.
Renseignements :
Lise Ravault
987-3000, poste 2253
ravault.lise@uqam.ca
www.chaire-competences.uqam.ca

MERCREDI 24 MAI

RESEAU ESG UQAM
Conférence Duo : «Réflexions et interrogations sur les partenariats public-privé», à 17h. Conférenciers : Yves Séguin, professeur invité, Département des sciences comptables, UQAM;

Andrée De Serres, professeure, Département de stratégie des affaires, UQAM; animatrice : Ginette Legault, vice-rectrice aux Ressources humaines, UQAM. Club St-James, 1145, avenue Union à Montréal.
Renseignements :
Claire Joly
987-3010
joly.claire@uqam.ca
www.reseauessg.uqam.ca

Formulaire Web

Pour nous communiquer les coordonnées de vos événements, veuillez utiliser le formulaire à l'adresse suivante :
www.uqam.ca/evenements
10 jours avant la parution.
Prochaine parution :
29 mai 2006.

Défi Biotech sanofi-aventis 2006



Photo : Denis Bernier

Kartik Madiraju, étudiant de Centennial Regional High School, a remporté le premier prix de la catégorie senior lors de la 10^e édition du Défi Biotech sanofi-aventis, qui avait lieu du 2 au 4 mai derniers au Com-

plexe des sciences Pierre-Dansereau. Son projet, «Bioelectromagnetism II», lui a valu, entre autres, une bourse d'exemption des droits de scolarité pour des études de baccalauréat à l'UQAM.

Il est entouré de Guy Bélanger, directeur des ventes gouvernementales Sanofi Pasteur, Louise Legault, coordonnatrice de l'événement, et Gilles Gauthier, doyen de la Faculté des sciences de l'UQAM.

Le corps au travail



Photo : Ioana Georgescu

Rencontres pluridisciplinaires, organisées par Andrée Martin et présentées par le Département de danse de l'UQAM, à l'occasion de l'événement Montréal – Munich 2006 : «Le corps au travail», le **18 mai** de 10h à 16h et le **19 mai** de 10h à 15h45. Ces rencontres regrouperont des conférences, lectures, projections, démonstrations autour de la notion de corps au travail (travaillant, travaillé, travailleur). Placé sous le signe des nouvelles cultures du savoir, c'est un événement à ne pas manquer pour qui s'intéresse au corps sous ses multiples facettes. Pavillon de danse, salle Passerelle 840.

Renseignements :
Billetterie du Studio de l'Agora de la danse
525-1500
www.agoradanse.com/mtlmun06.htm

PUBLICITÉ

Une autre erreur boréale?

Le vrai problème, c’est qu’on coupe mal la forêt

Marie-Claude Bourdon

Faut-il couper toutes les vieilles forêts sous prétexte que le feu les détruirait si l’homme n’était pas là pour les récolter? Professeur au Département des sciences biologiques et titulaire de la Chaire industrielle CRSNG UQAT-UQAM sur l’aménagement forestier durable, Yves Bergeron est un spécialiste de la dynamique des écosystèmes forestiers, principalement ceux de la forêt boréale. En avril dernier, il présentait au congrès de la Société canadienne d’écologie et d’évolution une conférence sur les incendies de forêt. Contrairement à une idée répandue, les forêts boréales n’étaient pas systématiquement détruites par le feu, affirme le biologiste.

«En foresterie, il est rare qu’on laisse pousser une forêt plus de 100 ans, dit Yves Bergeron. Mais dans les écosystèmes naturels, il y avait une proportion très importante de vieilles forêts. Les feux n’étaient pas aussi fréquents qu’on le dit. Au Québec, on a même des forêts d’épinettes noires qui ont 1 000 ans.» La variété dans la fréquence, l’ampleur et l’intensité des incendies forestiers se traduit par une variété de peuplements forestiers, explique le chercheur. Pour préserver cette biodiversité, il faut éviter de couper systématiquement toutes les forêts parvenues à un certain âge.

Une forêt de recherche

Le terrain d’étude d’Yves Bergeron se situe en Abitibi: la Forêt d’enseignement et de recherche du Lac Duparquet



Photo : Nathalie St-Pierre

Yves Bergeron, titulaire de la Chaire industrielle CRSNG UQAT-UQAM, plaide pour une gestion écosystémique de la forêt québécoise.

s’étend sur 8 045 hectares de terres publiques dont la gestion a été confiée aux deux universités partenaires de la Chaire, l’UQAM et l’UQAT. La Station de recherche, inaugurée l’automne dernier, a bénéficié de subventions importantes de plusieurs ministères, ainsi que des compagnies forestières partenaires de la Chaire. De nouvelles installations, financées par la Fondation de

l’UQAM, vont bientôt s’ajouter aux bâtiments de recherche actuels et permettront d’accueillir un plus grand nombre d’étudiants et de chercheurs. La forêt Duparquet attire en effet des chercheurs de partout dans le monde. Leurs travaux ont donné lieu à une centaine d’articles dans des revues scientifiques et à une cinquantaine de mémoires et de thèses.

«Notre travail s’inscrit dans la foulée des recommandations de la commission Coulombe, souligne Yves Bergeron. Nous expérimentons de nouvelles approches à l’aménagement forestier en nous basant sur un modèle inspiré des conditions naturelles.» Les incendies forestiers étaient des processus naturels qui contrôlaient la croissance de la forêt boréale, explique-t-il. Aujourd’hui, ces processus ont été presque entièrement remplacés par l’exploitation forestière. Que se passe-t-il lorsqu’une forêt brûle, puis repousse? «Les chercheurs tentent de mieux comprendre le rôle joué autrefois par le feu afin d’en arriver à des plans d’aménagement se rapprochant le plus possible de ce que faisait la nature», précise le chercheur.

La forêt Duparquet est divisée en trois zones. Dans la zone vouée à la conservation, il n’y a aucune exploitation: on pourra continuer d’y étudier l’évolution naturelle de la forêt. La plus grande partie du territoire est consacrée à l’aménagement écosystémique: des coupes partielles sont planifiées de façon à reproduire les conditions naturelles de régénération de la forêt. «On fixe des objectifs qui visent à maintenir l’état de la forêt tout en permettant l’exploitation. Si la forêt s’accroît de 1 % par année, on coupera 1 % des arbres», explique Yves Bergeron. Les revenus de la vente de bois servent à rentabiliser l’exploitation, à financer certaines activités de recherche et ont même permis d’attribuer quelques bourses.

Enfin, une petite zone de la forêt

Duparquet est dédiée à la sylviculture intensive. On y étudie différentes stratégies visant à améliorer la productivité forestière, de façon à diminuer la pression sur les zones d’exploitation dans les régions les plus productives, près des usines de transformation et des villages. «En Finlande et en Suède, les forêts ont un rendement quatre fois supérieur au nôtre», souligne Yves Bergeron.

Pour lui, il n’est cependant pas question d’appliquer ce modèle à l’ensemble de la forêt québécoise. «Sur la majeure partie du territoire, on va continuer à pratiquer une culture extensive, dit-il. L’idée, c’est de garder les forêts les plus naturelles possibles. On veut que les gens puissent continuer à y chasser et à y pêcher.»

Un réveil brutal

L’idée de l’aménagement écosystémique de la forêt n’est pas neuve. Le Groupe de recherche en écologie forestière (GREF) la défend depuis 1985, affirme Yves Bergeron. Mais le message ne passait pas. Pire, depuis 20 ans, on a intensifié les prélèvements afin de créer de l’emploi dans les régions ressources. Le réveil a été d’autant plus brutal quand le film de Richard Desjardins, *L’erreur boréale*, a révélé au grand jour la perspective d’un épuisement de la ressource. Même s’il n’accorde pas une note parfaite au chanteur pour la valeur documentaire de son film, Yves Bergeron est d’accord avec le message: «Les forêts du Québec ne sont pas gérées en fonction du bien collectif», dit-il.

Environ 80 % du territoire québécois habité a pour vocation première l’exploitation forestière, rappelle-t-il. Des centaines de villages vivent de la forêt. «Cette ressource appartient à toute la population québécoise et il ne faut surtout pas décourager les jeunes de s’intéresser à son aménagement», dit le biologiste. Selon lui, le gouvernement doit aussi faire sa part, en changeant une réglementation désuète qui empêche l’aménagement écosystémique. En effet, les règles actuelles, appliquées à l’échelle du Québec, obligent les compagnies forestières à récolter un certain volume de bois sur chaque parcelle de territoire dont l’exploitation leur est confiée. «Il faut suivre les recommandations du rapport Coulombe, insiste Yves Bergeron, et adopter une approche par objectifs qui permettrait de couper la forêt en tenant compte de la variabilité des écosystèmes.»

De plus en plus d’acheteurs, y compris les Home Depot et autres grosses compagnies américaines, exigent maintenant que leurs fournisseurs obtiennent une certification démontrant qu’elles ont adopté des pratiques forestières socialement acceptables, dit Yves Bergeron. Selon lui, il est tout à fait possible de faire de la bonne foresterie au Québec: «C’est vrai qu’on coupe trop d’arbres, mais le problème, c’est surtout qu’on coupe mal la forêt. C’est pour cette raison qu’il faut changer les règles du jeu et favoriser une gestion forestière durable» ●

Gala de reconnaissance de l’implication étudiante



Photo : Jean-François Leblanc

Les étudiants s’étant engagés bénévolement à l’UQAM durant la dernière année ont été honorés le 1^{er} mai dernier, lors de la première édition du *Gala de reconnaissance de l’implication étudiante*.

«Il est important que l’UQAM témoigne de la contribution et de l’engagement de ses étudiants», affirme France Turbide, directrice de la division Accueil et soutien aux projets étu-

dians des Services à la vie étudiante (SVE). «Tous les étudiants mis en nomination ont obtenu de très bons résultats académiques, mais leur moyenne n’est parfois pas suffisante pour obtenir des bourses», déplore pour sa part Joëlle Clément, conseillère à la vie étudiante et responsable du gala. Elles espèrent toutes deux que ce gala aura constitué un premier pas vers une politique institutionnelle de reconnais-

sance de l’implication étudiante.

Afin de donner l’exemple, les SVE ont décerné plus de 10 000 \$ en bourses lors de ce gala, dans des catégories individuelles ou collectives soulignant, entre autres, l’innovation et le leadership, ainsi que les préoccupations sociales, écologiques et interculturelles des étudiants. Des mentions spéciales ont été attribuées, notamment le Prix du Lieutenant-gou-

verneur, les prix Personnalité 1^{er} cycle et Personnalité 2^e et 3^e cycles, ainsi que Projet de l’année. *La Nuit de la philosophie* s’est distinguée avec quatre mentions, dont celle de Projet de l’année, remportée ex æquo avec *UQAM en spectacle*. La cérémonie s’est déroulée en présence de Mme Carole Lamoureux, vice-rectrice aux Études et à la vie étudiante, et de M. Jean-Louis Richer, directeur des SVE.